

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE (M.-L.)

DECEMBRE 1975

N° 9

2 FRANCS

sommaire

- Crise du capitalisme et plan de relance
- Corse : lutte de libération nationale

- La situation au Portugal
- Le mouvement démocratique antifasciste

La crise au bout de 18 mois le plan de relance LES COMITES POPULAIRES

La crise est politique

La bourgeoisie française a longtemps nié cette crise, puis elle a cherché à l'expliquer par des raisons extérieures : pétrole. Désormais, la crise est une évidence, une évidence qui dure. Et toutes les classes sont obligées de prendre position, c'est-à-dire de donner une réponse aux questions : « Qu'est-ce qu'il y a à gagner dans cette crise ? Comment peut-on en sortir ? ».

La bourgeoisie, pour sa part, ne peut plus se contenter d'explications techniques et de chiffres pour nous comparer à nos voisins. Face à l'offensive populaire, à cause de la peur qu'elle avoue avoir devant elle, elle est obligée de parler « politique ». Elle est obligée de parler des causes inté-

rieures de la crise et de construire un projet politique pour s'en sortir. C'est le projet de Giscard de « Nouvelle croissance » à l'intérieur d'un « nouvel ordre économique mondial ».

La crise est mondiale

Cette crise est générale dans les pays capitalistes. Avec la longue période de croissance de l'après-guerre, les capitalistes sont arrivés à un point où ils ont accumulé trop de machines, d'usines, de moyens de production, d'argent par rapport aux possibilités de profit. Ceci d'autant plus que ces possibilités de profit, qui viennent de l'exploitation de leur classe ouvrière et des pays du Tiers-Monde, se sont réduites dans le même temps, en particulier grâce à la lutte des peuples du Tiers-Monde pour leur indépendance

(Suite page 2)

VIVE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE CORSE

Ami lecteur, tu as de bons yeux, tu as bien lu « peuple corse » et non pas cette fois le nom d'un peuple d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique à tes yeux effectivement colonisé et majeur. Tu n'es pas convaincu facilement, tu as trop vu de Corses mercenaires de l'Etat français, de sa police, de son administration, de son « milieu ».

Tu as trop entendu parler de la pauvreté de cette île, de son sous-développement. Tu as aussi entendu dire que d'anciens fascistes se sentiraient à l'aise dans cette affaire-là. Tu applaudis peut-être à l'emploi des fusils de chasse contre les escrocs et les banques mais, au fond, tu hésites à franchir le pas, à dire qu'il s'agit au

fond de la libération nationale du peuple corse. Tu hésites à franchir le vrai fossé, pas celui qui sépare la violence réactionnaire et la violence révolutionnaire, mais celui qui sépare l'Etat-nation chauvin, colonialiste et impérialiste d'avec ceux qui devront le détruire : les peuples qui ne veulent plus du colonialisme, le prolétariat qui devra détruire jusqu'aux racines de l'Etat-nation bourgeois.

Ami lecteur, le peuple corse redécouvre, avec l'exemple de ses patriotes, ses siècles d'histoire, il s'unit autour de ceux d'Aléria en disant : « Tous ne sont pas morts à Ponte Novu. Ponte Novu : des milliers de paysans corses écrasés par une armée française trois fois supérieure en nombre, une armée française venue avaliser la vente de la Corse à Louis XVI par la république de Gênes, pour quelques milliers d'écus payables à tempérament.

Ami lecteur, le peuple corse s'attaque depuis deux siècles au colonialisme français, depuis deux siècles de déportation, d'appauvrissement de l'île, de répression de la langue et de la culture corses, deux siècles qui ont vu se vider les villages et ruiner l'agriculture, mais aussi deux siècles qui ont vu survivre les traditions les plus démocratiques tandis que les mœurs des féodaux s'effaçaient dans la trahison des clans vendus au colonialisme ; aujourd'hui l'Etat français en Corse n'est pas simplement capitaliste, il est colonialiste, il ne se contente pas d'exploiter, il veut briser une identité, rayer l'idée même de peuple Corse.

Alors, ami lecteur, tu en conviendras, il ne s'agit pas seulement d'une lutte anti-capitaliste avec les colorations locales et régionales, il ne s'agit pas de folklore pour touristes de gauche, il s'agit de prendre position sur la spécificité de la lutte du peuple corse, il s'agit d'une lutte de libération nationale.

Une lutte de libération nationale, cela veut dire deux choses :



Une cinquantaine de patriotes corses, les armes à la main, occupent la ferme Delpelle, symbole du colonialisme français. photo Gamma

(Suite page 3)

LA CRISE (Suite de la page 1)

et pour récupérer une partie de leurs richesses.

Alors on voit les capitalistes entreprendre de gros efforts pour essayer de rétablir leurs profits. Tous les moyens sont bons. Il s'agit d'abattre les concurrents, de mettre au rancart les vieilles usines, de forcer les petits patrons à la faillite pour reprendre leur usine et leurs profits, mais à moitié prix.

Mais il s'agit aussi de conquérir de nouveaux marchés, d'essayer de soustraire des richesses du Tiers-Monde par de nouveaux moyens et de surexploiter leur classe ouvrière et les paysans. Les résultats de ces efforts, de cette lutte entre eux : le chômage, car il est souvent rentable de fermer certaines usines et d'en mettre d'autres en faillite, et la vie chère, car ils essaient au maximum de gagner sur les prix.

Entre les différentes fractions capitalistes et entre les bourgeoisies de chaque pays, il n'y a plus, dans cette situation, d'accord qui tienne longtemps. C'est la loi du plus fort, la lutte sans merci pour tirer au mieux son épingle du jeu.

Quels sont, dans cette bagarre, la place et les projets de la bourgeoisie monopoliste française ?

Au niveau international, elle se heurte aux autres bourgeoisies et au Tiers-Monde. Le Tiers-Monde n'est pas disposé à faire les frais de cette crise et poursuit sa lutte pour récupérer ses richesses et pouvoir se développer. Les autres bourgeoisies impérialistes vont essayer de s'approprier à bas prix le capital français en difficulté, d'augmenter leur vente en France, tout en faisant tout pour réduire les exportations des capitalistes français en leur prenant leurs marchés extérieurs. Face à cela, la bourgeoisie française va tenter de profiter d'une autre façon du Tiers-Monde, elle se présente comme son ami contre les Américains et elle restreint ses ambitions : elle envoie ses ministres dans certains pays « amis » pour échanger des usines contre des matières premières, espérant ainsi pouvoir exploiter sur place les peuples de ces pays. Face aux autres bourgeoisies, elle va tenter de développer ces exportations, c'est un des mots d'ordre du patronat : tout pour l'exportation.

Ce plan de bataille, elle appelle cela « Le redéploiement de l'industrie française ».

Cela veut dire :

— Transférer dans le Tiers-Monde les industries de base nécessitant beaucoup de matières premières, de la main-d'œuvre peu qualifiée, ou qui sont très polluantes (montage, textile).

— Spécialiser les pays impérialistes dans les industries demandant du travail élaboré et une technique avancée (fabrication d'usines).

— Développer en France de nouveaux secteurs, en particulier dans l'énergie : le nucléaire, pour diminuer un peu la dépendance de l'économie française.

Evidemment cela nécessite entre les impérialistes eux-mêmes une nouvelle division du travail qui ne va pas sans problème, comme le montre les nombreuses conférences internationales au sommet de ces derniers temps.

La crise en France

Mais surtout, pour réussir, ce plan de « redéploiement » nécessite l'existence de monopoles français assez puissants pour résister à la concurrence des autres impérialistes. Il faut donc concentrer encore l'industrie en France. Et, d'autre part, il faut réduire l'inflation : si les prix en France

montent beaucoup plus vite qu'en Allemagne, les marchandises et les usines françaises se vendront moins bien. Et c'est pourquoi Fourcade, jusqu'à récemment, disait en clair : « Je m'occupe de l'inflation, le chômage, on verra plus tard ».

Mais la réalisation de ce plan se heurte en France même à de graves difficultés et accentue les contradictions de classe.

1) D'abord la contradiction entre le capital monopoliste et les Petites et Moyennes Entreprises : les P.M.E.

Face à la crise, pour bien se placer dans la concurrence internationale, il faut concentrer, il faut éliminer impitoyablement les « canards boiteux du profit ».

Résultat : les P.M.E. prennent la crise de plein fouet, et ceci en particulier grâce au plan de lutte contre l'inflation dont l'élément le plus important est la diminution des crédits. Les P.M.E. n'ont pas autant de réserves d'argent que les monopoles. Si on leur coupe les crédits : c'est la faillite. Et c'est ce qui s'est passé : l'inflation est limitée à 10 %, mais le nombre des faillites est multiplié par 10.

2) Les paysans vont subir un effondrement de leur niveau de vie, pour accélérer leur départ de la campagne et la concentration des terres. Mais ceci va entraîner les révoltes des vignerons et des paysans corses.

3) Mais le plus important, c'est que la lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière va se durcir considérablement.

Ce plan de redéploiement, avec ses faillites, ses fermetures d'usines et ses reconversions d'ouvriers d'un secteur vers l'autre entraîne un chômage très important qui n'a aucune raison de diminuer rapidement.

La bourgeoisie va bien sûr miser sur un retrait en douceur de femmes dans leur foyer, va forcer un certain nombre d'immigrés à retourner dans leurs pays (et à y rester en leur fermant l'accès en France au retour des vacances) ; elle va également le plus souvent possible (en particulier dans l'automobile) éviter les licenciements collectifs par une politique massive de chômage partiel (qui a ainsi été multiplié par 10 cette année). Ceci va de toutes façons entraîner une baisse considérable du niveau de vie des masses ouvrières, d'autant que par ailleurs les conditions de travail sont considérablement aggravées (pour ceux qui restent, hausse des cadences, des accidents du travail...).

Mais finalement, toutes les limites vont être dépassées : plus d'un million de chômeurs à la rentrée ; de plus la crise atteint maintenant le secteur de base de l'industrie (sidérurgie par exemple) et menace d'entraîner une nouvelle vague de licenciements (comme en sont annoncés et en cours à Sacilor, Poclair, Rhône-Poulenc...). Septembre, octobre c'est aussi l'arrivée massive d'une génération de jeunes sur le « marché de l'emploi ». La situation pour la bourgeoisie devient alors trop menaçante ; elle craint un « nouveau Mai 1968 », elle est obligée de réajuster ses plans.

Giscard a peur : le plan de relance

Giscard va alors décider de subventionner le redéploiement pour qu'il soit moins rapide, moins sauvage, et pour que le chômage monte moins rapidement : c'est le plan de relance. Mais ce n'est pas seulement une série de mesures économiques. C'est aussi une initiative politique : il s'agit de resserrer les rangs de la bourgeoisie dans le « combat national contre la crise » et de freiner la lutte de classe en orchestrant une campagne sur le thème : il y a du nouveau, on reprend les choses en main, on voit maintenant le « bout du tunnel ».

Giscard annonce que l'Etat va investir 13 milliards en travaux divers, donner 5 milliards aux « consommateurs » pour qu'ils achètent aux entreprises, et donner 12 milliards aux entreprises pour les inciter à réembaucher. Et à cette annonce, on voit le P.C.F. se réconcilier avec le gouvernement, et les P.M.E. mettre une sourdine à leurs critiques. L'effet de ce plan sur la crise est loin d'être évident. En particulier les entreprises ne vont pas se croire obligées de réembaucher avec l'argent que l'Etat leur a donné : elles peuvent très bien se contenter de rembourser des dettes aux banques, ou faire des investissements qui permettent d'augmenter encore plus le rythme de travail de ceux qui ne sont pas chômeurs.

Elles n'investiront pour augmenter la production et embaucher que si les perspectives de profit leur paraissent de nouveau bonnes.

Bref, au mieux, avec ce plan, la crise va continuer, mais dans une phase un peu nouvelle : le chômage se stabilisera légèrement, mais à un très haut niveau (plus d'un million de chômeurs), et la hausse des prix dépassera de nouveau 10 %. Mais alors, et les exportations ? Elles vont baisser ! On le voit bien, coincée entre sa classe ouvrière et la concurrence internationale, la bourgeoisie française marche sur un fil de rasoir !

La « gauche » face à la crise : démagogie et nationalisation

Que disent les partis de gauche ?

Mitterrand et Marchais critiquent les milliards donnés aux capitalistes. Eux ils voudraient qu'on les donne directement aux consommateurs pour qu'ils achètent aux entreprises. Et ça paraît une bonne idée, en tout cas c'est une idée populaire, car subventionner les capitalistes qui sont pourtant responsables de la crise, c'est évidemment un peu fort ! Voyons cependant ce que ça veut dire :

Ils veulent donc « relancer l'économie » par la consommation, en augmentant le pouvoir d'achat. Leur raisonnement paraît simple, c'est :

« Augmenter les salaires, les salariés pourront acheter plus, les capitalistes produiront donc plus, ils vont réembaucher, cela va augmenter la demande, parce que les anciens chômeurs vont se remettre à acheter, les affaires vont remarcher et les patrons pourront augmenter les salaires. La boucle est bouclée ». Voyez comme c'est facile, c'est curieux que Giscard et Ceyrac n'y aient pas pensé.

Malheureusement cette simplicité est une parfaite niaiserie, qui tombe dans le panneau du raisonnement économique bourgeois, ce qui, pour des gens qui se disent marxistes, n'est vraiment pas fort.

En effet, regardons les choses de plus près :

Pourquoi est-ce que les capitalistes produisent moins et licencient ? C'est ça la question. Est-ce qu'ils sont dans cette triste situation de se dire « Nous, on voudrait bien produire plus, réembaucher, on ne demande que ça, mais on ne trouve pas d'acheteur ! ». Certainement pas, parce que dans ce cas, il y aurait une solution très simple à leur problème : baisser les prix, et là, ils les trouveraient leurs acheteurs, et ils pourraient réembaucher. La réalité, c'est que s'ils licencient, c'est parce que c'est bon pour leur profit. Alors qu'est-ce qu'il va se passer si on les force à augmenter les salaires : très bien, vont-ils dire, mais en même temps ils vont augmenter les prix, et pas un seul chômeur ne retrouvera son travail.

Soyons clair : cela ne veut pas dire que nous ne devons pas nous battre pour notre niveau de vie, cela ne veut pas dire non plus que les patrons s'en foutent. Au contraire, il faut se bat-

tre là-dessus, et dans certains cas, on peut gagner.

Mais quand nos Mitterrand et Marchais nous présentent ça comme un moyen radical pour sortir de la crise, alors vraiment, c'est de la plus sinistre démagogie !

Par ailleurs, Mitterrand reprend une vieille idée gaulliste, défendue aujourd'hui par Debré : la politique des revenus. C'est-à-dire : une planification concentrée patronat-syndicats de l'augmentation des salaires comme ça se fait en Allemagne. Ceci pour mettre de l'huile dans le « marché capitaliste du travail ». Et enfin Mitterrand a une préférence, pour s'affronter à la concurrence internationale, pour les monopoles nationalisés par rapport aux monopoles privés. Donc : d'accord pour l'aide aux monopoles, mais en échange l'Etat les nationalise, en prend le contrôle. Marchais, lui, reprend entièrement la stupidité démagogique de la « relance par la consommation », mais répète sans arrêt que, la crise étant politique, la seule solution c'est le programme commun. D'où le slogan scandé inlassablement entre République et Bastille : « Des sous et le Programme Commun ».

En résumé nos deux leaders de « gauche » se différencient de Giscard par une préférence pour le capitalisme d'Etat et beaucoup de démagogie.

Le camp du peuple, les maoïstes et les comités populaires

Le camp populaire, lui, n'a pas attendu ces projets bourgeois pour porter ses coups :

Renault, Chausson, les paysans vignerons, les Corses, les locataires Sonacotra, les dizaines d'usines occupées. Mais il ne peut se contenter de lutter contre les effets de la crise. Il doit aussi affirmer une politique différente, une politique prolétarienne.

On sait bien en effet que cette crise n'est pas, par elle-même, la fin du capitalisme. Le capitalisme français et mondial en a vu d'autres sans s'effondrer tout seul. Mais au travers de chacune de ses crises, il s'est transformé, adapté, il s'est aussi affaibli, et il n'a pu tout garder. Car dans les crises et les guerres précédentes, le camp populaire mondial, tout en luttant pied à pied contre les plans de la bourgeoisie, a progressé dans sa conscience révolutionnaire. Et il a été à même d'édifier une force politique capable d'abattre le capitalisme en ses points faibles (la Commune partiellement en 1871, la Révolution Russe en 1917, les Révolutions Chinoises et Albanaises, les victoires des guerres populaires après la Seconde Guerre mondiale).

Dans la crise d'aujourd'hui, nous l'avons vu, la marge de manœuvre de la bourgeoisie française est faible : elle est limitée à l'extérieur et à l'intérieur. A l'intérieur, elle ira aussi loin dans l'exploitation du peuple que celui-ci le permettra. Il faut donc lutter pied à pied contre ses plans de restructuration et de surexploitation. Mais, dans cette lutte, ce que le peuple a aussi à gagner, c'est d'avancer dans son identité révolutionnaire, cimentée par la construction du parti de type nouveau. Car, seul la mort du capitalisme amènera la fin des crises.

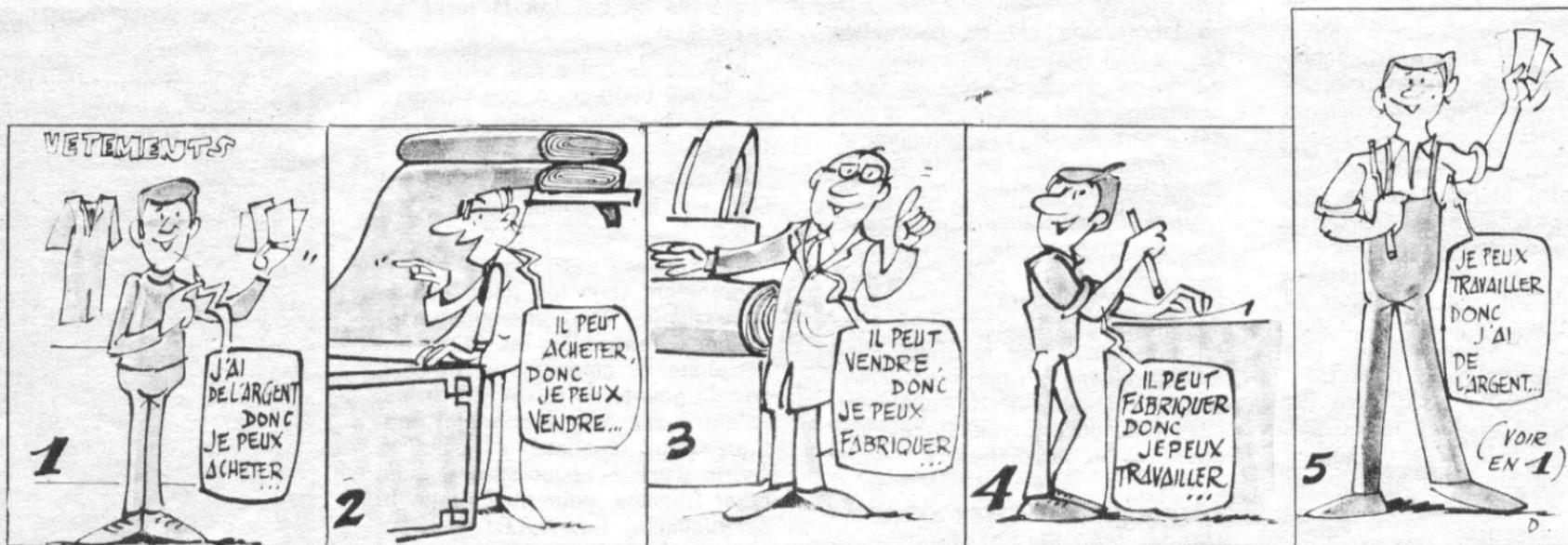
Cette identité, cette conscience révolutionnaire ne peut pas s'édifier autour du simple mot d'ordre :

« Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise. »

Car il est trop négatif et il laisse croire qu'il existe la possibilité que la bourgeoisie sorte de sa crise sans que les travailleurs le sentent passer.

1) Cette conscience révolutionnaire affirme au contraire :

« Le capitalisme est malade, qu'il crève, et que vive la révolution socialiste. »



Le « remède » à la crise vu par la CGT : patrons et ouvriers ont les mêmes intérêts ! Est-il possible de prendre à ce point les masses populaires pour des imbéciles ? Révisionnistes de la CGT, vous finirez mal

(dessin paru dans la Voie Ouvrière, journal de la CGT)

Mais, ce seul mot d'ordre ne suffit cependant pas, car il doit être aussi relié aux luttes concrètes et aux développements concrets de l'organisation des ouvriers et du peuple. C'est pourquoi nous avançons aussi deux autres mots d'ordres autour desquels le projet ouvrier et populaire peut s'affirmer comme réellement révolutionnaire tout en luttant pas à pas pour arracher à la bourgeoisie ce qui est arrachable.

2) Nous disons :

« Le droit au travail doit être inconditionnel, absolu. » Les ouvriers n'ont pas à accepter que leur force de travail soit considérée comme une marchandise, le droit au travail doit être absolument respecté, sans conditions restrictives.

Cela n'est pas du goût de nos révisionnistes qui ont supprimé en 1970 des statuts de la C.G.T. le projet d'abolition du salariat (c'est-à-dire l'abolition du caractère marchand de la force de travail). Depuis, les pays révisionnistes de l'Est annoncent qu'ils vont importer d'Afrique du Nord de la main-d'œuvre immigrée. En France, les révisionnistes défendent : pas de licenciement sans reclassement.

C'est-à-dire : laissons au Capital la possibilité de manipuler la marchandise force de travail, à la simple condition qu'il l'utilise vraiment et non qu'il la gaspille.

Les révisionnistes disent aussi : Des retraités plutôt que des chômeurs !

C'est-à-dire : puisqu'il faut pour le capital moins d'emplois, choisissons de mettre au rancard les vieux plutôt que les jeunes.

Nous affirmons : ce n'est pas à la classe ouvrière de choisir qui sera licencié, les jeunes ou les vieux, les Français ou les immigrés, les hommes ou les femmes. La classe ouvrière s'oppose à tout licenciement, affirme que

le droit au travail doit être absolu. (De ce point de vue, l'idée de réduire le chômage à condition d'avoir un revenu garanti est une proposition de faiblesse, qui se termine toujours par la perte de l'emploi et la perte du revenu, et qu'il faut donc refuser.)

3) Nous disons également :

— Contre la vie chère prenons directement l'offensive, c'est-à-dire refusons les hausses des prix, des loyers, de charges.

Ne menions pas une échelle mobile des salaires qui met la classe ouvrière en position suiviste et défensive, qui situe la lutte sur le terrain des indices, des chiffres où la bourgeoisie saura toujours mener sa barque. Organisons-nous comme les locataires de la Sonacotra pour interdire la hausse des loyers. Comme en Italie, prenons l'offensive pour arrêter à la source la hausse des tarifs de gaz, d'électricité, de transports.

Comme les ménagères françaises de 1911, comme celles de Nantes plus récemment, imposons de payer dans les grands magasins les prix que nous aurons fixés.

Autour de ces trois mots d'ordre nous appelons à la constitution de Comités Populaires Anticapitalistes (C.P.A.C.). Il s'agit là d'organisations politiques, d'usine et de quartier, qui servent de quartiers généraux contre la crise ; quartiers généraux qui dirigent les luttes actuelles pour gagner matériellement ce qui peut l'être à chaque étape du rapport de forces, mais surtout qui avancent du point de vue du développement du projet révolutionnaire. Le C.P.A.C., autour des trois mots d'ordre, et avec le marxisme-léninisme-maoïsme et l'U.C.F.M.L. comme directeur, c'est l'organisation pour lutter, pour clarifier le programme révolutionnaire et pour progresser dans une nouvelle structuration du camp de la révolution.

LA LUTTE DU PEUPLE CORSE (Suite de la page 1)

1) Il y a une contradiction ouverte, antagonique, entre le peuple corse et l'Etat colonialiste français.

2) L'enjeu de cette lutte, c'est le droit du peuple corse à être lui-même, à parler sa langue, à récupérer ses terres, etc.

Est-ce que cela veut dire obligatoirement qu'il y aura un Etat corse inscrit à l'O.N.U. avec son armée, ses diplomates, etc. ?

Cela, nous n'en savons rien, et ce n'est pas obligatoire. Des nations peuvent se libérer dans le cadre d'un même Etat. Par exemple, la Chine socialiste est un Etat multinational.

Mais aujourd'hui, il y a un peuple corse, et ce peuple lutte contre l'Etat colonialiste français. Il lutte y compris les armes à la main.

Quel nom donner à cela, sinon celui de lutte de libération nationale ?

1. ALERIA. Jeudi 21 août 1975

Une cinquantaine de militants de l'ex-A.R.C., sous la conduite d'Edmond Simeoni, occupent, les armes à la main, la cave Delpelle.

La ferme Delpelle, ce sont des centaines d'hectares sur des terres incultes achetées ou louées à bas prix à des Corses avec les fonds de la Somivac et les prêts consentis aux gros colons.

L'escroquerie de Delpelle et consorts, c'est d'emprunter de l'argent sur la valeur de ces terres, sur la valeur des récoltes que leur apportent en plus les petits viticulteurs, et de rembourser ces emprunts avec d'autres emprunts cautionnés par des complices qui se rendent ce genre de services mutuellement et de façon programmée. Pour les agriculteurs corses, cela veut dire des récoltes non payées, l'aggravation de la misère et l'insulte de voir leur terre et leur travail enrichir des escrocs.

Ces escrocs ne se contentent pas de faire de la cavalerie financière, ils font aussi du vin artificiel chimique, la « vinaccia », en toute impunité et en grande quantité.

La cave Delpelle, c'est donc, dans la plaine orientale, le symbole du colonialisme français. C'est l'objectif que choisit la direction de l'ex-A.R.C. pour frapper les esprits et, dit-elle, débloquent la situation. La situation est en effet

bloquée, tant du côté de l'Etat français que du côté du mouvement autonomiste.

a) L'ETAT FRANÇAIS FIGE DANS LE COLONIALISME

Premier exemple. L'Etat français a mis en place la SOMIVAC (Société de Mise en Valeur de la Corse) quand les gros colons ont fourni aux banques des possibilités de gros profits sur l'agriculture intensive. Jamais l'Etat français n'a voulu soutenir l'agriculture de montagne et l'élevage en Corse ; jamais il n'a voulu mettre en valeur la plaine orientale au profit des agriculteurs corses.

Deuxième exemple. L'Etat français a toujours voulu dépeupler la Corse, exiler sa jeunesse et ramener la culture du peuple corse et sa langue au rang de curiosité antique. L'Etat français a toujours refusé d'installer une université en Corse, en particulier à Corte. Une université en Corse déclenche, pour l'Etat, la peur panique de voir cette université devenir une université corse, un foyer d'agitation culturelle et politique anti-colonialiste et anti-capitaliste. Alors, pendant deux siècles, l'Etat français refuse cette université, refuse l'enseignement de la langue corse, puis fait semblant de l'accepter mais en limitant d'emblée ses capacités aux besoins économiques de l'île, autrement dit aux besoins coloniaux actuels.

L'université qu'on annonce pour Corte, ce n'est finalement qu'un institut universitaire de technologie. Et ça, les jeunes n'en veulent pas ; et plus l'Etat français leur refuse l'université, plus ils la veulent.

A Ajaccio, une banderole lycéenne dit : « A bas le baccalauréat, passeport pour l'exil ».

Troisième exemple. La question des transports. La colonisation économique de la Corse la rend dépendante à 90 % des exportations de France ; d'autre part, la volonté délibérée de l'Etat de faire payer très cher aux Corses le prix du transport (monopole de la Transmed, subventions ne profitant pas aux Corses), fait que la vie en Corse coûte de 20 à 30 % plus cher qu'en France. Cela veut dire que le retentissement de la crise du capitalisme est multiplié d'autant.

Autre effet : le prix des trans-

(Suite page 4)

Le sommaire du Marxiste-Léniniste numéro 10 comportera, entre autres, 2 articles dont l'un traitera de la question de l'unité des M.L. (article qui n'a pu être inséré dans ce numéro, faute de place) et l'autre sur vrai et faux marxisme.

- « LE M.-L. » ADRESSE : B.P. 278, 75827 PARIS CEDEX 17
- Directeur de publication : P. GONIN.
- Dépôt légal : 3/74
- Imp. S.I.M., 75010 PARIS
- Diffusion N.M.P.P.
- Commission paritaire n° 56220
- Pour tout abonnement, adresser les chèques à M. GONIN, C.C.P. n° 34 581 61L La Source

CORSE (Suite de la page 3)

ports est une arme redoutablement efficace pour transformer en exil un départ provisoire de la jeunesse corse.

Quatrième exemple. L'occupation militaire et policière de l'île. Nulle part ailleurs qu'en Corse n'existe une implantation aussi solide de cette troupe coloniale de choc qu'est, par définition, la Légion étrangère : Corte, Calvi, Bonifacio. La Légion encadre l'île et s'y installe toujours davantage. Les détachements quadrillent les maquis, reconnaissent le terrain, montent la garde près de toutes les installations stratégiques et n'hésitent pas à tirer à vu sur de simples chasseurs.

Quand cet encadrement ne suffit pas, on envoie des renforts massifs de gendarmerie et de C.R.S., au préalable épuré des Corses, comme cette compagnie du Nord de la France qui est arrivée à Bastia complètement désorganisée parce que la moitié de l'encadrement avait été laissée à la caserne (c'était des Corses).

Blocage, donc, parce que l'Etat français s'obstine à conserver :

- la colonisation agricole et touristique ;
- la répression culturelle et l'exil forcé de la jeunesse ;
- l'isolement, les profits du transport ;
- l'occupation militaire et policière.

b) LES COMPLICES LOCAUX DEMASQUES

Pour maintenir sa domination, l'Etat se sert des potentats locaux.

Depuis deux siècles, les clans et les chefs de clan ont été les meilleurs atouts de la colonisation française.

Utilisant des traditions familiales d'entraide, ces hobereaux ont fait des clans, des structures d'oppression et d'aviilissement du peuple corse. L'égoïsme de clan a servi à faire accepter aux Corses comme une chance la répartition des miettes de la colonisation, la répartition des places de mercenaires de l'Etat français dans l'armée, la police ou l'administration.

Les clans ont servi de police omniprésente contre l'esprit même de la libération : répression des jeunes patriotes, des jeunes révolutionnaires et répression de la femme corse maintenue dans un statut féodal d'obéissance à l'homme, et, par-dessus l'homme, au chef de clan.

Aujourd'hui, les clans sont condamnés, démasqués. Devant leur servilité honteuse à l'œuvre de colonisation française touristique et agricole, devant le ridicule de leurs trucages électoraux, devant leur turpitude se dresse le mouvement de la jeunesse et des paysans corses, se dresse le sentiment national du peuple corse qui les isole et les désarme.

Pour tenter de maintenir les clans en vie, l'Etat français a multiplié les « réformes », c'est-à-dire les nouveaux fromages pour notables :

- C'est toute la kyrielle des réformes administratives, créant chaque fois des instances parlementaires sans pouvoir, même plus celui de faire illusion.
- C'est la régionalisation, puis c'est la bidépartementarisation, etc., etc.
- C'est surtout l'importante ten-

tative de la mission Libert Bou — ce Libert Bou est un libéral de façade qui discute avec tous, se dit même d'accord avec les autonomistes, pour finalement proposer un plan de néo-colonisation accélérée — plan dont le peuple corse voit clairement l'imposture.

Voilà l'Etat français en Corse, toujours plus avide de colonisation, perdant ses points d'appuis locaux, impuissant à réprimer comme à faire illusion et de plus en plus acculé par la grave crise du capitalisme qui prépare sur son propre sol, dans la métropole impérialiste, de redoutables révoltes ouvrières et populaires.

c) LES AUTONOMISTES ENTRE LES MASSES ET L'ETAT

Le mouvement autonomiste corse a réussi à réveiller le sentiment national en partant de la situation concrète et en s'appuyant chaque fois sur l'expérience des masses, les masses des paysans pauvres et de la jeunesse mais aussi la petite bourgeoisie des villes.

Pourquoi a-t-il pu faire ce que Mao appelle « partir des masses pour retourner aux masses » alors qu'il ne se réclame pas du marxisme-léninisme, loin s'en faut à ses débuts ?

Tout d'abord parce que le mouvement autonomiste, fermement convaincu de l'importance capitale de l'identité du peuple corse pour mener son combat, s'est trouvé protégé des influences idéologiques néfastes de tous ceux, groupes ou partis, qui sont avant tout des serviteurs de l'Etat-nation impérialiste français, comme le sont les radicaux, la S.F.I.O. puis le P.S., enfin la C.G.T. et le P.C.F. et qui méprisaient évidemment l'importance révolutionnaire du sentiment national corse.

• Le mouvement autonomiste, l'ex-A.R.C. principalement, a su ensuite s'appuyer sur les forces vives du peuple corse, le paysan pauvre, la jeunesse, la petite bourgeoisie des villes.

Il a su, dans une première étape, formuler une analyse très sérieuse de la situation et surtout avancer des mots d'ordre véritablement révolutionnaires dans la situation concrète, même si le programme d'ensemble se veut résolument légaliste dans le cadre de l'Etat français.

Ces mots d'ordre de masse, qui portent la lutte, la contradiction, la violence, ce sont :

- La terre aux paysans corses !
- Non à l'exil de la jeunesse !
- Université de Corte !

— Dehors la Légion étrangère !

Nous avons déjà parlé, par exemple, de la revendication de la terre aux paysans corses, de l'université à Corte, nous connaissons tous la volonté farouche du peuple corse de faire partir la Légion étrangère.

Chacun de ces mots d'ordre, parce qu'il correspond fortement aux besoins des masses et parce qu'en même temps il est inacceptable pour l'Etat colonialiste et impérialiste français, devient une locomotive qui fait prendre, pas à pas, conscience au peuple corse que ses justes aspirations sont antagoniques à la nature même de l'Etat impérialiste français.

Chacun de ces mots d'ordre est devenu un torrent impétueux chaque fois que l'Etat et ses flics ont voulu s'affronter au peuple corse qui les portait.

• Voilà ce qui fait la force de l'ex-A.R.C.

• Voilà ce qui a fait venir près de 40.000 visiteurs à son Congrès de Corte cette année pour le 15 août.

• Voilà ce qui, en même temps, bloquait la situation pour l'ex-A.R.C.

Les masses patriotiques corses apprenaient tous les jours que la contradiction était antagonique et violente entre elles et l'Etat impérialiste et colonialiste français. Les dirigeants de l'ex-A.R.C. le savaient aussi, mais leur projet politique était légaliste, et dans le cadre d'une « négociation » avec l'Etat français, pour qu'il limite le colonialisme. L'ex-A.R.C., à l'époque, se refusait les moyens politiques de ses propres mots d'ordre de masse.

Ce blocage de l'ex-A.R.C. ne pouvait s'éterniser sous peine de voir les masses populaires corses affronter seules et sans organisation la violence de l'Etat bourgeois.

Max Simeoni dit clairement, dans son interview à « l'Express », qu'il s'agissait d'éviter que la jeunesse se jette dans les bras des extrémistes (citation) et qu'il fallait débloquer la situation.

Voilà sur quel terrain politique la tentative d'Aleria prend toute sa signification.

Un groupe restreint de patriotes corses représentatifs du mouvement paysan et du mouvement de la jeunesse prend les fusils dans un double but :

- 1) faire prendre les aspirations légitimes du peuple corse au sérieux par l'Etat français et par les Corses non encore convaincus ;
- 2) empêcher le débordement par les jeunes et les paysans les plus déterminés.

Fondamentalement, l'action d'Aleria est une tentative d'emploi pacifique des armes.

d) ALERIA, DOUBLE LEÇON

Les patriotes d'Aleria n'ont pas pris les fusils pour tirer, pour tuer, ils les ont pris pour obliger l'Etat français à négocier, à inculper les escrocs, à redistribuer la terre aux paysans corses.

On sait comment a réagi l'Etat français et son digne représentant, le ministre d'Etat Poniowski : avec la rage réactionnaire la plus violente, la plus aveugle, la plus imbécile, disent ceux qui espéraient la négociation. La plus logique, disent ceux qui connaissent la nature de l'Etat français d'aujourd'hui.

Qu'on juge : contre cinquante fusils corses, Ponia envoie des milliers d'hommes, des hélicoptères, des blindés.

Pire, Ponia empêche toute négociation, toute tractation, toute intervention des organisations socio-professionnelles.

Ponia, digne représentant de tout l'Etat français, veut détruire les idées du peuple corse, il veut ridiculiser les autonomistes en les obligeant à capituler sans condition.

Ponia croyait que les autonomistes faisaient du cinéma, il avait oublié ce qu'est l'honneur d'un peuple en lutte. Il a perdu, et deux gendarmes sont morts pour lui.

Il a fallu ces deux morts pour que les chefs locaux de la concentration militaire française cessent d'obéir à Ponia. Ils ont alors capitulé, et laissé sortir en rang, ar-



(photo Gamma)

mes à la main, drapeau corse en tête, les patriotes d'Aleria, entre deux rangées de C.R.S., tandis qu'Edmond Simeoni se livrait et prenait toute la responsabilité de l'opération.

Aleria a ainsi permis aux masses populaires corses :

- de voir à nu la barbarie réactionnaire de l'Etat français ;
- d'expérimenter qu'en se dressant et en luttant, on pouvait désorganiser et humilier cette machine de guerre étatique.

e) DEUX CAMPS, ET QUELQUES COLLABOS, DONT LE P.C.F.

A Aleria, les élus et les clans qui savaient que l'assaut allait être donné et qui ont laissé faire, se sont définitivement discrédités. « Elus = collabos » disaient les manifestants.

Après Aleria, il n'y a plus que deux camps et plus personne au milieu :

— ceux qui sont pour l'Etat français menacé,

— ceux qui sont contre, qu'ils soient autonomistes, ou simplement contre la répression coloniale, mais qui, tous, serrent les coudes autour des patriotes d'Aleria, autour de leur combat, autour du sentiment d'être le peuple corse.

Du côté de l'Etat français, la situation n'est pas brillante. Les réactionnaires ne sont pas fiers, les clans se taisent ; alors des voix s'élèvent au secours de cet Etat en faillite et l'on entend le P.C.F. déclarer « Vive la France ! ».

Le P.C.F. et la C.G.T. ne font en cela qu'être fidèles à eux-mêmes, fidèles à leur trahison des luttes populaires, des luttes de libération nationale, de la révolution prolétarienne.

De quoi le P.C.F. a-t-il peur ? Il a peur de la mise en cause de l'Etat français, il a peur du sentiment national corse, il a peur de ceux-là mêmes dont il dit vouloir la libération, des ouvriers corses, des paysans pauvres corses, de la jeunesse corse.

Pourquoi cette peur ? Pourquoi ces calomnies sur l'ex-A.R.C. et sur ses dirigeants aisément traités de fascistes ?

Qu'a donc à perdre le P.C.F. ? Beaucoup.

Il veut bien prendre tel que l'Etat bourgeois, remplacer Giscard par Marchais mais attention,



Le peuple corse exige la libération sans condition de ses compatriotes.

il faut que cela vaille la peine, que cet Etat puisse leur profiter, que ce soit un Etat colonialiste, un Etat bien bourgeois, bien chauvin.

Le P.C.F. réagit devant le sentiment national corse comme il a réagi devant la lutte de libération nationale du peuple algérien. En Corse, il crie « Vive la France ! » ; en Algérie, il dénonçait les terroristes, il laissait voter l'envoi du contingent, il laissait fusiller par Mitterrand ceux de ses militants qui rejoignaient courageusement la lutte du peuple algérien, comme Fernand Yveton. En 1960, le P.C.F. disait « Paix en Algérie » au lieu de dire « Victoire au peuple algérien » ; en 1975, il dit « Vive la France ! », il se démène pour organiser dans l'île des comités de collaboration, pour regrouper les nouveaux harkis de l'Etat français.

Le P.C.F. a peur du sentiment national corse, il a peur des armes dans les mains du peuple, il a peur des révoltes anti-capitalistes.

Voilà le résultat d'Aleria : la situation est débloquée, les camps sont clairs, une situation nouvelle, une étape nouvelle s'ouvre : c'est Bastia.

II. BASTIA. Mercredi 27 août.

Les camps sont face à face :

- d'un côté l'Etat français qui se prépare à dissoudre l'A.R.C., qui refuse définitivement toute négociation, qui dépêche dans l'île d'importants renforts de gendarmerie et de C.R.S., et notamment des blindés ;

- de l'autre côté, c'est le peuple corse qui se dresse autour des patriotes contre la répression, c'est la jeunesse corse qui attend les débarquements des renforts de pied ferme, ce sont les plus ardents patriotes qui tirent la leçon historique du jour : la mort de l'A.R.C. en pleine gloire, la fin des illusions.

Ce sont ces jeunes militants qui répondent aux appels au calme de Max Simeoni en lui disant : « Toca a noi », maintenant c'est notre affaire.

Bastia, le 27 août, c'est la provocation colonialiste dans toute sa splendeur :

- toute la soirée, le navire chargé de renfort tourne devant le port, attendant la nuit pour débarquer ;

- toute la soirée les C.R.S.

chargent pour disperser les manifestants, puis ils font ce qu'ils ont l'habitude de faire en France mais qui ne passe pas en Corse : ils ratonnent dans les cafés, cassent tout, asphyxient la foule réfugiée dans les couloirs, dans les commerces.

Lorsque le navire accoste, les charges deviennent très violentes, les grenades au chlore sont employées à tir tendu.

La population de Bastia ouvre alors un feu nourri sur les troupes d'occupation.

Nous disons la population de Bastia et pas seulement quelques tireurs. Les C.R.S. et les gendarmes ont été une heure et demie durant cloués au sol, immobilisés par des tirs redoutablement massifs et précis.

Ce ne sont pas quelques tireurs qui peuvent faire cela, ce ne sont pas vingt exaltés qui peuvent transformer en poste de tir toutes les fenêtres de la place St-Nicolas.

Ce n'est pas une population hostile aux patriotes qui ouvre ses armureries familiales, qui accueille les combattants pourchassés.

Non, à Bastia, le peuple corse a pris les armes contre l'Etat impérialiste français.

Bastia après Aleria, c'est ce qui fait comprendre à tout le peuple la nécessité de son unité, d'une unité de type nouveau, de l'unité pour la lutte de libération nationale.

Aleria et Bastia ont bien montré que la question des armes n'était pas le problème principal. A la violence colonialiste, le peuple corse sait qu'il est capable, qu'il est décidé à opposer la violence révolutionnaire. Ce qu'il veut de plus, c'est une unité de type nouveau pour répondre à la situation nouvelle, à la lutte antagonique contre l'Etat impérialiste et colonialiste français.

Ce besoin d'unité, cette volonté ferme de faire capituler l'Etat français, apparaissent alors comme un torrent impétueux autour des deux mots d'ordre suivant : « Libération sans condition des patriotes corses emprisonnés ! » - « Hors de Corse l'armée française d'occupation coloniale, la Légion étrangère et les forces de police ! »

Ces deux mots d'ordre ont semé dans chaque village, dans chaque quartier une unité de type nouveau, massive, omniprésente, structurée par les Comités Anti-

Répression et les Comités de Solidarité.

Aujourd'hui, le peuple corse est organisé autour des Comités, et il a manifesté puissamment sa force, son unité, sa détermination :

- le lundi 1^{er} septembre, la Corse est proclamée « île morte ». Succès total ;

- dimanche 14 septembre, plusieurs dizaines de milliers de Corses marchent sur Ajaccio après l'expiration de l'ultimatum fixé au gouvernement ;

- un officier de gendarmerie contraint par les masses à hisser lui-même le drapeau corse, qu'il avait dérobé ;

- obligation faite aux mairies de pavoiser aux couleurs corses, etc.

La mobilisation des Corses exilés en France commence à faire connaître l'ampleur de la lutte de libération : à preuve les impressionnants meetings patriotiques de Max Simeoni à Marseille et à Paris.

III) Pour l'amitié et l'alliance révolutionnaires entre le peuple corse et le prolétariat international de France contre l'Etat impérialiste français.

Hors de la reconnaissance ferme du fait que la lutte du peuple corse n'est pas simplement une révolte anti-capitaliste, mais bel et bien une lutte de libération nationale, il ne peut y avoir qu'opportunisme et trahison.

Nous n'avons pas, quant à nous — U.C.F.M.L. —, à prendre position sur l'étape et la traduction concrète de cette lutte de libération nationale ; crier « Vive l'autonomie » ou « Vive l'indépendance », cela regarde les patriotes corses et l'appréciation qu'ils font de leur étape. Vouloir prendre position à leur place en la matière est de l'ingérence ; nier la réalité nationale corse est du chauvinisme.

Toute lutte de libération nationale est une entreprise longue, difficile, semée d'embûches ; le peuple corse a rencontré beaucoup d'obstacles, il en rencontrera de nouveau : à n'en pas douter, il verra dans un proche avenir se dresser contre lui les super-puissances impérialistes, les U.S.A. et l'U.R.S.S. qui tenteront de profiter de la situation pour mettre la main sur cette position stratégique en Méditerranée.

Mais, quoi qu'il en soit, quant à nous, U.C.F.M.L., notre position est ferme : l'existence et le développement du sentiment national corse est une bonne chose, c'est une chose juste que nous soutenons.

Notre position s'appuie fermement sur l'histoire et sur la situation concrète.

Nous voulons la révolution prolétarienne en France, métropole impérialiste.

Notre ennemi, l'ennemi du prolétariat et de tout le peuple qui vit et travaille en France, c'est l'Etat impérialiste français.

Alors comment ne pas applaudir, comprendre, soutenir les luttes des peuples colonisés par l'Etat impérialiste français ?

La lutte du peuple corse ne menace pas seulement des possessions territoriales, des positions militaires, elle frappe le cœur même de l'appareil d'Etat, elle fait voler en éclat l'identité nationale bourgeoise réactionnaire, elle isole l'Etat français de son emprise po-

pulaire, elle désarme ses plus fidèles mercenaires et serviteurs.

La lutte du peuple corse est juste, la lutte du peuple corse soutient la montée révolutionnaire en France. C'est aussi un cancer au sein de l'Etat français.

La lutte du peuple corse va renforcer puissamment la conscience politique de la classe ouvrière en France.

L'impérialisme français n'exploite pas que le peuple corse.

Il a pillé les matières premières des colonies. Il a aussi pillé la force de travail de ces peuples d'Afrique, comme celles de pays voisins : Portugal, Espagne, Italie, Yougoslavie, comme celles du peuple corse.

Il a ainsi constitué sur son sol, dans sa métropole impérialiste une classe ouvrière de type nouveau, pas seulement française mais multinationale.

Pour l'U.C.F.M.L., pour les vrais marxistes-léninistes, c'est cette classe-là qui a vocation à diriger la révolution des prolétaires. C'est effectivement cette classe ouvrière multinationale qui s'affronte aujourd'hui au capitalisme en crise.

C'est cette classe ouvrière-là qui doit soutenir sans ingérence les luttes nationales que certains de ses membres mènent dans leur pays d'origine.

Nous disons soutien résolu, nous disons soutien sans ingérence.

Tout ouvrier qui travaille en France, qu'il soit corse, portugais ou français, doit avoir les mêmes droits politiques dans les rangs de la révolution en France. Voilà une condition essentielle pour bâtir un parti communiste de type nouveau véritablement révolutionnaire.

Tout prolétaire doit devenir suffisamment conscient en politique pour aider ceux de ses frères qui sur un autre champ de bataille, celui de la libération nationale de son peuple, attaque l'Etat français par un autre bout, par sa face colonialiste.

Aujourd'hui, la lutte du peuple corse est un puissant soutien aux révoltes révolutionnaires du prolétariat international de France.

Nous appelons tous nos camarades, tous nos amis, tous les ouvriers révolutionnaires à répondre résolument à ce soutien par un soutien analogue,

- à comprendre et à étudier le caractère spécifique de cette lutte de libération nationale,

- à combattre et à dénoncer ceux qui trahissent cette lutte et cette alliance, les révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T., les fascistes du P.F.N. et de Minute, les opportunistes et les chauvins de tout poil.

Nous appelons tous ceux qui travaillent à la constitution des Comités Populaires Anti-Capitalistes, tous ceux qui travaillent à la construction du Parti de Type Nouveau, tous ceux qui veulent la révolution prolétarienne en France, à soutenir résolument et sans ingérence la lutte du peuple corse.

Nous les appelons, nous vous appelons à structurer ce travail politique autour des deux mots d'ordre principaux des Comités Anti-Répression : faire libérer sans condition les patriotes corses emprisonnés et faire partir de Corse l'armée française.

Quelques éléments d'analyse pour comprendre l'actuelle situation portugaise

Quand le gouvernement fasciste de Caetano est tombé, remplacé par les capitalistes du M.F.A., toutes les classes et forces sociales, au Portugal, se sont trouvées précipitées dans la politique : dans la lutte pour la participation au pouvoir, ou pour la prise du pouvoir d'Etat.

Une des caractéristiques de la situation portugaise est que quarante-huit ans de fascisme avaient détruit la plupart des formes d'expression politique, partis, journaux, autres que fascistes. Seul le P.C. »P. s'était maintenu, à travers sa politique « d'unité de tous les Portugais honnêtes », en collusion avec les quatre secteurs de la bourgeoisie décidés à chasser le gouvernement Caetano pour maintenir la dictature bourgeoise. Seuls les révolutionnaires du M.R.P.P. se développaient, ayant entrepris de construire une organisation porteuse dans les masses de la question du Parti de type nouveau, du Parti révolutionnaire à rebâtir.

Dans tout processus révolutionnaire à ses débuts, les forces, classes et couches sociales ne trouvent pas du premier coup l'expression exacte de leurs intérêts particuliers. C'est ce qui s'est passé au Portugal après le 25 avril 1974.

De larges fractions des masses ont, pendant une courte période, cru trouver dans le M.F.A. la vraie direction de la révolution.

— Dans le mouvement ouvrier : une lutte acharnée s'est engagée entre vrai marxisme et faux « marxisme », entre M.L.M. et P.C. »P. : quelles sont les positions et la voie révolutionnaire ? Qui est porteur d'un projet de dictature bourgeoise sur les masses ? Le P.C. »P. au pouvoir a été démasqué, isolé. Quand le P.C. »P. est entré en opposition au sixième gouvernement, la lutte reprend avec acharnement pour savoir s'il faut lui faire confiance pour diriger cette lutte ou continuer la bataille contre lui, en même temps que contre le sixième gouvernement et les fascistes.

— La petite bourgeoisie du M.F.A. avait saisi dans le pourrissement de la guerre colonialiste l'occasion pour remettre en cause l'hégémonie fasciste dans l'armée ; elle aspirait à « démocratiser » l'appareil d'Etat (c'est-à-dire à obtenir le droit de passer du grade de sous-officier à celui de commandant et colonel, le droit de prendre la place de supérieurs fascistes, lamentablement battus par la lutte armée des peuples d'Afrique). Portée par ses ambitions propres, et par (pour certains) de vagues aspirations à la « démocratie pour le peuple », la petite bourgeoisie militaire a d'abord été incapable de comprendre qu'elle était au pouvoir avec le consentement de la bourgeoisie, unie pour chasser un gouvernement archaïque à la Caetano-Salazar. Elle a pris le M.F.A. pour son expression politique propre, pour l'instrument de sa seule volonté, sans saisir que le M.F.A. représentait en même temps, par-dessus elle et bientôt contre elle, l'alliance précaire des deux cliques bourgeoises fondamentales, fascistes pro-U.S.A., et sociaux-fascistes pro-U.R.S.S.

— Quant aux paysans du Nord, après avoir mis leur espoir dans les hommes du 25 avril, ils se sont sentis violemment exclus de la politique. Ni le P.C. »P., ni le M.F.A. (ces partis au pouvoir qui se proclamaient « avant-garde du processus révolutionnaire », ne faisaient droit, ni n'appuyaient leur révolte et leur volonté de révolution à la campagne. Au bout de cela, il y a eu la violente explosion de l'été, où les masses paysannes, sans direction sur leurs propres forces, ont fait passer leur colère et leur haine des « révolutionnaires-en-paroles-et-contre-révolutionnaires-en-réalité » dans leur acharnement à chasser du Nord les hommes du P.C. »P. social-fasciste.

— La petite bourgeoisie des villes, à l'exception du mouvement de la jeunesse (lycéens et étudiants, massivement ralliés aux Marxistes-Léninistes-Maoïstes, étroitement liés à eux déjà sous le fascisme), n'avait, au 25 avril, aucun mode d'expression propre, aucun parti. Se sont créées en hâte des organisations comme le M.E.S., le P.R.P.-B.R., la L.U.A.R., la L.C.I., l'U.D.P., qui, à peu près inexistantes sous le fascisme, se sont gonflées au cours de l'année 1974-1975. Le soutien de ces organisations à ce qu'elles appellent les « officiers progressistes » du M.F.A., matérialisait leur ligne d'alliance entre petite-bourgeoisie militaire et petite-bourgeoisie civile.

Dans la dernière période, la destruction du M.F.A., sous les coups des fascistes et des sociaux-fascistes, a contraint cette petite bourgeoisie à se mobiliser pour essayer de sauver la place des « officiers progressistes » dans l'appareil d'Etat : d'où la création des S.U.V. Après plusieurs vellétés et ratées, cette petite bourgeoisie formule aujourd'hui clairement son programme : déclencher l'insurrection armée, S.U.V. en tête, pour prendre le pouvoir (cf. interview du P.R.P.-B.R. dans le journal « Révolution »).

Cette petite bourgeoisie, tant militaire que civile, est dangereusement liée aux sociaux-fascistes : la petite-bourgeoisie de tous les pays croit toujours que ses mouvements sont déterminés par sa propre volonté et que, si elle a l'armée avec elle, elle aura le pouvoir d'Etat.

Or, le mouvement des S.U.V. avait deux racines : un renouveau du mouvement démocratique dans les casernes, effet de la fraternisation des soldats avec les mouvements paysans du Nord, et le projet des sociaux-fascistes de se battre pied à pied pour reprendre du terrain dans l'armée. Aujourd'hui la racine mouvement de masse est en train de se rompre. Demeure que les trotskystes ont travaillé à reconstruire avec les S.U.V. un embryon de force armée d'appui à des gens comme Carvalho (qui pleure aujourd'hui qu'il « n'a pas pu être le "Fidel Castro portugais", faute de formation politique ») et que, sur la question du pouvoir d'Etat, ils sont hors d'état d'avancer sans être ligotés par le cou à cette sorte d'officiers militaro-populistes du M.F.A., et par les pieds à l'appareil et au projet d'Etat du P.C. »P. social-fasciste.

Costa Gomez, président de la République déclarait récemment : « Au Portugal, nous n'avons pas d'armée, il n'y a que des groupes armés ». L'Etat bourgeois part en lambeaux et pourrit de ses divisions, la petite bourgeoisie est tentée par un assaut gauchiste au pouvoir d'Etat, avec l'espoir de prendre la direction de la révolution et d'occuper l'Etat à la place du gouvernement actuel, et à la place du prolétariat révolutionnaire. En même temps, elle se sent d'ores et déjà impuissante sans le P.C. »P., parce qu'elle n'a pas la classe ouvrière avec elle. Un dirigeant du P.R.P.-B.R. se plaignait récemment que tout ne se passe pas dans les usines portugaises comme à Sétabal, seul lieu où leur ligne fusionne avec le « mouvement réel », c'est-à-dire avec une aristocratie ouvrière encore soudeuse au P.C. »P.

La brève période de gonflement trotskyste (l'essor des S.U.V.), est liée à la constitution d'un projet petit-bourgeois qui, sur la base de l'affaiblissement du P.C. »P., nourrissait l'illusion d'une prise du pouvoir autonome.

Une nouvelle phase de clarification des rapports entre les classes, fractions de classe, forces sociales, et

« De même que, dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il fait réellement, il faut distinguer encore davantage, dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis, et leur constitution et leurs intérêts véritables ; entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. »

MARX, 18 Brumaire de L. Bonaparte.

les partis qui expriment leurs intérêts, s'amorce au Portugal.

Trois événements ont un relief particulier :

1. Le président Costa Gomez s'est ridiculisé en exigeant le report des armes que les gens avaient en leur possession. Quand l'ultimatum qu'il avait fixé s'est achevé, avaient été rapportés quelque chose comme un fusil et trois pistolets-mitrailleurs !

Révolution et contre-révolution se préparent à la guerre.

2. Quand le P.P.D., le C.D.S. ont déclenché leur offensive en appelant à une manifestation ouvertement contre-révolutionnaire, les S.U.V. se sont liquidés comme force soi-disant autonome : incapables de la moindre riposte.

Il leur a fallu attendre que le P.C. »P. appelle à une manifestation de riposte pour que des masses se rassemblent.

La preuve était faite qu'ils avaient travaillé pour lui.

3. Quand, à l'appel de l'Intersyndicale, les ouvriers du bâtiment ont séquestré les députés de l'Assemblée constituante à Sao Bento, dans le cours même de la lutte, l'Intersyndicale s'est fait huer, conspuer et déborder par les ouvriers. Toute offensive du P.C. »P. ouvre un débat au sein des masses sur la voie à suivre, et contribue à démasquer les vraies positions antiouvrières, anti-populaires du P.C. »P.

La lutte ouverte antagonique entre sociaux-fascistes et mouvement révolutionnaire est à nouveau à l'ordre du jour.

4. Ne pas s'allier avec le P.C. »P., force bourgeoise porteuse d'un nouveau fascisme, le social-fascisme : une ligne de démarcation décisive de la période :

Les trotskystes sont là pour suppléer de reconsidérer le P.C. »P., de le prendre pour un frère ouvrier. Ils essaient de faire oublier aux masses tout ce qu'elles ont appris de décisif depuis le 25 avril 1974, sur la vraie nature du P.C. »P., socialiste en paroles, fasciste en réalité.

Ils les poussent à s'allier au P.C. »P. contre le sixième gouvernement. Les voilà qui évoquent les gouvernements précédents comme des gouvernements « progressistes », comme si ce n'était pas quand le P.C. »P. était au pouvoir, et à son initiative, qu'ont été votées et appliquées les mesures les plus hostiles aux ouvriers et au peuple portugais : loi anti-grève, loi de censure sur la presse, emprisonnement en masse des révolutionnaires, nationalisations capitalistes, bataille pour la production capitaliste, etc.

Le P.C. »P., par S.U.V. et F.U.R. interposés, reprend alors l'offensive du début novembre, jusqu'à aujourd'hui, où les choses se clarifient à nouveau.

Dans la puissante mobilisation ouvrière autour de Sao Bento, il y a d'un côté le P.C. »P. et son projet d'utiliser la force des ouvriers du bâtiment comme moyen de faire tomber le sixième gouvernement et de le remplacer par un gouvernement P.C. »P. ; et de l'autre, une forte poussée révolutionnaire qui, à nouveau, intervient contre l'Etat bourgeois, et contre l'Intersyndicale, contre le P.C. »P.

Après les paysans du Nord, les ouvriers portugais s'apprentent à donner une leçon à tous ceux qui prétendent trancher sur la nature des forces politiques contre le point de vue des masses populaires. Depuis plus d'un an, les ouvriers et le peuple portugais ont eu à se battre sur deux fronts, parce que la bourgeoisie de notre époque a deux têtes, appuyées

sur les deux têtes de pont de l'impérialisme : U.S.A. et U.R.S.S. Ce que le Portugal nous apprend avec force, c'est que l'antifascisme de notre temps tire sa force de l'antisocial-fascisme ; que les peuples en lutte pour la révolution ont, pour être victorieux, à se battre sur deux fronts : contre l'ancien fascisme et contre le nouveau fascisme, le social-fascisme, nouveau candidat à une féroce dictature contre-révolutionnaire. Prenons appui sur ce que nous apprennent les mouvements paysans du Nord, et la lutte entre les deux voies dans le mouvement ouvrier portugais.

LE MOUVEMENT PAYSAN DU NORD

Les masses populaires du Nord, à la mi-juillet, font irruption sur la scène politique d'ensemble du pays, dans un vaste et violent règlement de compte contre les sociaux-fascistes du P.C. »P., le M.D.P.-C.D.E., P.C. »P.-bis, et « révolutionnaires » le plus souvent compromis avec le P.C. »P. Ils disent « Non au P.C. »P., non au M.F.A. », non à ceux qui avaient osé se présenter comme une avant-garde révolutionnaire déterminée à écraser fascistes, capitalistes et propriétaires fonciers.

Les discours démagogiques du M.F.A. et du P.C.P. sont venus tromper leur aspiration à de meilleures conditions d'existence, à la liberté, à un régime où ce ne seraient plus des caciques qui monopoliseraient le pouvoir. Les paysans du Nord, en juillet 1975, crient leur haine de la politique du P.C. »P., qui a placé tous ses gens dans les Mairies et les Grémios, structures fascistes regroupant les propriétaires fonciers avant le 25 avril, et ayant le pouvoir sur le crédit : ils crient leur refus de la dictature anti-populaire de ceux qu'ils appellent « les nouveaux seigneurs » et les « nouveaux curés » ; ils ne reconnaissent pas plus leurs dirigeants dans les médecins-avocats et moyens patrons du P.C. »P. que dans les anciens caciques fascistes (sans compter les fascistes reconvertis dans le Nord au P.C. »P., après le 25 avril, ce n'est pas une légende).

La vraie question qui interpelle les révolutionnaires, c'est la question ouverte, décisive de qui va diriger le mouvement de masse paysan.

Subjectivement, le mouvement paysan était porteur d'aspirations démocratiques, sur la question de l'Etat : « Nous ne voulons ni l'ancienne dictature salazariste, ni la nouvelle dictature du P.C. »P. et du M.F.A. ».

Ce formidable mouvement de masse a pour base la misère des campagnes du Nord qui a empiré depuis le 25 avril.

Aujourd'hui, ces paysans n'ont plus d'argent pour payer les impôts, les engrais ; ils en sont réduits à tuer et à vendre le bétail qu'ils ne peuvent plus nourrir ; ils ne produisent plus de lait, car on le leur paye un prix dérisoire ; la production agricole est complètement désorganisée et pour eux, c'est la misère noire.

Aussi, cette violente offensive du mouvement paysan contre la dictature du M.F.A. et des sociaux-fascistes, premier mouvement de masse depuis le 25 avril touchant directement à la question de l'Etat, est venue rompre l'isolement du mouvement ouvrier qui, sur ses seules forces et sur la seule force des villes, ne peut partir à l'assaut de la dictature bourgeoise.

Pour les ouvriers et les paysans, est désormais ouverte, dans les mobilisations de masse, la question de s'allier pour renverser la dictature de la bourgeoisie, et pour construire un nouvel Etat, démocratique et populaire aux mains des ouvriers et des paysans, étape vers le socialisme.

— La manifestation des C.T., appelée le 1^{er} août par l'Intercommission, scandait : « Vive les C.T., vive les

Unions paysannes, vive l'alliance ouvriers-paysans, le pouvoir aux ouvriers et aux paysans ».

— Quand l'Intersyndicale lance son mot d'ordre de grève antipaysanne contre « la réaction » dans le Nord, le mouvement ouvrier révolutionnaire riposte par le boycott de cette grève. Non seulement, la grève échoue lamentablement, mais à l'appel de plusieurs C.T. et syndicats révolutionnaires, à Lisbonne, les ouvriers se mobilisent pour aller au siège de l'Intersyndicale social-fasciste.

Le mouvement du Nord, même si les fascistes ont manœuvré pour l'encadrer, était un mouvement profondément juste, dirigé contre un parti contre-révolutionnaire et opposé fondamentalement aux aspirations des masses, le P.« C. »P., directement responsable de l'appauvrissement et de l'oppression des paysans

Mais ce mouvement paysan n'avait pas de direction, il n'avait pas la ferme direction révolutionnaire de la classe ouvrière, seule capable de diriger victorieusement l'alliance ouvriers-paysans et la transformation révolutionnaire des campagnes.

Pendant que le P.« C. »P. déclenche dans la presse une campagne acharnée contre les paysans du Nord (et les paysans riposteront en pourchassant tous les journalistes qui osent les traiter de réactionnaires), pendant que les trotskystes, au Portugal comme en France, pleurent toutes les larmes de leur corps sur la sévère correction infligée au P.« C. »P. par les mouvements du Nord et déclenchent leur propre campagne anti-paysanne, les **Marxistes-Léninistes du M.R.P.P.** organisent, en pleine révolte « anti-communiste », plusieurs importants meetings dans les villes mêmes où avaient lieu quelques jours auparavant, des destructions de sièges du P.« C. »P. (Famalicao, Vila Real...): de nombreux paysans y viennent, les révolutionnaires se mobilisent pour forger les formes concrètes de l'alliance ouvriers-paysans, pour organiser le peuple dans sa lutte contre la domination bourgeoise et fasciste: que les paysans viennent discuter avec les ouvriers aux portes des usines d'engrais, de ciment, de tracteurs (en septembre, une usine d'engrais du Nord était en grève: les ouvriers exigeaient la baisse du prix d'achat de l'engrais par les paysans!); qu'ils créent des Unions paysannes qui, liées aux commissions de travailleurs, aux organes de contrôle ouvrier, puissent prendre en charge, par exemple, l'achat des produits industriels nécessaires et la vente aux gens du peuple des produits agricoles! **Que la classe ouvrière, sous la direction des marxistes-léninistes, se mobilise pour faire la preuve qu'elle seule, au contraire des bourgeois de toutes couleurs, peut transformer la situation des paysans**

LE MOUVEMENT OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE; LA LUTTE ENTRE LES DEUX VOIES

Le 4 juillet, une grande et importante manifestation ouvrière réunit à Lisbonne les ouvriers en grève de T.A.P., T.L.P. (téléphone), des P.T.T. (postes), les Commissions de travailleurs d'Efaced, Cambournac, Petroquímica qui exigent le jugement populaire des P.I.D.E. et des fascistes emprisonnés, la libération immédiate des antifascistes emprisonnés, le contrôle des transports et communications dans les mains de la classe ouvrière, et lancent cet appel à la classe ouvrière: « Vu l'approfondissement de la crise économique et politique, intimement liée à la dispute que les deux super-puissances mènent pour anéantir la souveraineté et l'indépendance de notre patrie, il devient urgent que la classe ouvrière prenne la destinée du peuple entre ses propres mains, érige ses organes de la volonté populaire dans toutes les usines et sur tous les lieux de travail — les commissions de travailleurs — librement élues et librement révocables, pour qu'elle puisse avancer dans le contrôle ouvrier de la production et l'armement de la classe ouvrière. »

— En juin, des mobilisations ouvrières avaient défilé avec la béné-

diction de Carvalho, et à l'appel des trotskystes et de l'U.D.P., aux mots d'ordre de « Dissolution de l'assemblée constituante! Gouvernement populaire! » (c'est le cas, notamment, de la manifestation dite de la Lisnave).

— En juillet, la mobilisation des transports et des communications n'avance pas de tels mots d'ordre, mais « Le ministre à la rue! Les transports et les communications dans les mains de la classe ouvrière! »; les travailleurs y soulignent bien que c'est la classe ouvrière elle-même qui « doit prendre la destinée du peuple dans ses propres mains », renvoyant aux poubelles toute direction sur la classe ouvrière d'officiers du M.F.A., fussent-ils progressistes, démocrates ou patriotes. Ils se gardent bien d'avancer le mot d'ordre **immédiat** de dissolution de l'Assemblée constituante et de gouvernement populaire: cela veut dire qu'ils mesurent que la classe ouvrière, sans parti et sans organes de pouvoir prêts à gouverner, doit se méfier de ceux qui briguent à sa place la direction des affaires: dans le cas précis, si l'assemblée était dissoute et un « gouvernement populaire » constitué, il ne pourrait en aucun cas s'agir du gouvernement authentique des ouvriers et des paysans, mais d'un gouvernement de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. Pourquoi? Parce que les commissions de travailleurs ne sont pas encore centralisées, qu'elles ne sont pas encore liées au niveau de tout le pays, à des unions paysannes, qu'elles ne dirigent pas les comités de soldats et l'armement du peuple...

Mais les travailleurs de la T.A.P., de C.T.T., T.L.P., Métro, disent: « **Le ministre à la rue!** Les transports et les communications dans les mains de la classe ouvrière! (**contrôle ouvrier**) » parce que ce mot d'ordre est à la mesure de leur niveau d'organisation. Ils disent aussi: « **40 heures!** ». C'est la revendication qui peut unir toute la classe ouvrière du Portugal dans un même assaut contre la bataille de la production.

Cette lutte idéologique qui apparaît au sein du mouvement ouvrier est décisive: direction de la classe ouvrière ou direction de la petite bourgeoisie démocratique? mots d'ordre appropriés à l'avancée de l'organisation de la classe ouvrière ou mots d'ordre aventuristes?

C'est la lutte entre les **marxistes-léninistes**, fermes sur les principes que les ouvriers dirigent les autres classes dans la révolution et prennent le pouvoir quand ils sont effectivement en état de diriger (en 1917, pour le prolétariat russe, cela voulait dire: le Parti bolchévick, les Soviets, l'armée rouge) et les **anarcho-syndicalistes** de toute espèce, qui trahissent ces justes principes. La première voie est prolétarienne, car elle donne le pouvoir à la classe ouvrière, la seconde est bourgeoise, car elle donne le pouvoir à la bourgeoisie, car elle NE VEUT PAS LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT BOURGEOIS. Au début de juillet, la classe ouvrière portugaise en fait l'expérience pratique: ses éléments les moins avancés ont suivi les anarcho-syndicalistes, en juin, ses éléments d'avant-garde ont forgé la contre-offensive de juillet. Le mouvement de masse ne consiste plus seulement en des grèves qui éclatent ici et là en ordre dispersé, des grèves formidables de dénonciation des social-fascistes, mais ne constituant pas une marche unique de la classe contre l'ennemi.

En juillet 1975, le mouvement de masse ouvrier se mobilise désormais sur l'ORGANISATION, sur la question de son organisation politique.

De nouvelles commissions se créent là où elles n'existaient pas encore: ce sont les grandes mobilisations ouvrières anti-capitalistes et anti-révissionnistes de mai 1974, qui ont repoussé dans la rue le 28 septembre, la tentative spinoliste. Ce sont ces commissions que le P.C.P. a cherché par tous les moyens à détruire, ou que la F.E.C.M.L. cherche à transformer en commissions syndicales.

Des contacts sont pris, pour la première fois, entre commissions.

A l'initiative de quelques commissions, se crée le Secrétariat National (provisoire) de l'Intercommission (juillet) qui prend en charge le grand travail de centralisation régionale, puis nationale des commissions de travailleurs et leur liaison avec toutes les autres organisations populaires: commissions d'habitants, commissions de soldats, commissions de paysans.

Le Secrétariat National a préparé un premier congrès national des commissions (27-28 septembre) qui a permis à l'avant-garde ouvrière de fixer ses tâches et d'approfondir son programme:

1. Le contrôle ouvrier; les nationalisations.
2. La semaine de 40 heures.
3. Contre tous les licenciements.
4. Contre le document du M.F.A. de légalisation des C.T.
5. Pour l'alliance ouvriers-paysans.
6. Pour l'armement de la classe ouvrière.

Au moment où se tient ce premier congrès de l'Intercommission, qui regroupe 95 C.T. venues de tout le pays, la conjoncture a, à nouveau changé.

La lutte qui s'ouvre dans le mouvement ouvrier à propos de la lutte contre le sixième gouvernement provisoire, porte sur la question de savoir **avec qui s'allier** pour abattre le sixième gouvernement et lutter contre la clique fasciste.

A cette question, la réponse des trotskystes est aussi claire que contre-révolutionnaire: à l'alliance ouvriers-paysans, ils opposent l'alliance ouvriers-P.C.P. Et ils ouvrent par là une brèche pour essayer de faire rentrer le P.C.P. dans le mouvement ouvrier et populaire dont il était violemment **exclu** par les larges masses des ouvriers, des paysans, de jeunesse révolutionnaire.

Voilà pourquoi nous disons:

A BAS LES S.U.V. ET LE F.U.R.: Démasquons une ligne politique qui désarme les masses devant le social-fascisme.

• Les S.U.V. se sont créés dans le Nord pour défendre Corvacho, un des officiers piliers des sociaux-fascistes du P.« C. »P. dans l'armée.

A leur origine, une fausse autocritique: « Nous avons déjà cédé plusieurs fois à la bourgeoisie, notamment en soumettant notre lutte à l'alliance avec le M.F.A. ».

Fausse autocritique, parce qu'il s'agit désormais de s'allier non plus avec tout le M.F.A., mais avec les fameux « officiers progressistes » du M.F.A. Nulle part n'est précisé quelle classe dirige, et comment, l'organisation des soldats: au contraire, il est seulement question d'une « offensive autonome à caractère de classe », et de lutter avec tous les travailleurs, de faire l'unité avec les ouvriers et les paysans.

Le programme des S.U.V. est un

faux programme révolutionnaire: il y a dans ce programme, d'un côté des revendications démocratiques (vie démocratique dans les casernes, libre circulation de la propagande ouvrière et révolutionnaire, amélioration des conditions de vie des soldats), de l'autre, trois revendications centrales:

— développer et approfondir l'alliance des organisations de pouvoir populaire en renforçant le pouvoir des exploités à travers des assemblées populaires;

— pour l'expulsion des officiers réactionnaires;

— contre toute tentative d'éloignement des militaires progressistes, qui révèlent le vrai caractère de classe de ce programme et qui il sert.

— les assemblées populaires dont il est question, ce sont les assemblées populaires telles que les voit le plan « Alliance peuple-M.F.A. », le document-programme de Carvalho et des officiers du C.O.P.C.O.N.: un plan pour subordonner les C.T. et l'armée, pour les « nationaliser » et les contrôler;

— les deux revendications suivantes ne précisent pas qui est réactionnaire, qui est progressiste au Portugal, aujourd'hui, et si ce n'est pas précisé, ce sont des mots vides, car tout le monde, y compris la contre-révolution, se sert de ces mots, en particulier, le P.« C. »P., contre les vrais révolutionnaires.

Surtout, il n'est **nulle part** indiqué dans ce programme qu'il s'agit de **détruire** l'appareil d'Etat bourgeois, l'armée bourgeoise, il est question de **préparer les conditions!** de destruction de l'armée bourgeoise. Mais **aucun** des points du programme ne va dans ce sens. Au contraire, toutes les propositions vont dans le sens de transformer de l'intérieur l'armée bourgeoise en armée du peuple! d'obtenir peu à peu une armée populaire. Alors que toute l'expérience historique montre que la classe ouvrière doit briser l'appareil d'Etat bourgeois, détruire l'armée bourgeoise, et construire sa propre armée, sur la base du peuple en armes, sous direction de ses organisations politiques propres.

Les S.U.V.: un programme qui ouvre la porte à la réinfiltration du P.« C. »P. dans l'appareil d'Etat; une organisation qui s'est structurée autour d'officiers trotskystes et sociaux-fascistes pour sauver leur peau; une organisation anti-ouvrière qui ne peut conduire les soldats qu'à se retourner contre les Commissions de Travailleurs et le peuple, parce qu'elle n'est ni sous la direction des Commissions de Travailleurs, ni du Parti révolutionnaire, mais aux mains des trotskystes et des sociaux-fascistes.

Pas une seule illusion sur les S.U.V. Combattons-les avec acharnement!

• Quant au F.U.R., son rôle prétendu, c'est le « préserver l'autonomie des Commissions de Travailleurs ». Son rôle réel, c'est de prétendre à la direction du mouvement



1^{re} manifestation organisée par l'intercommission des commissions de travailleurs, le 1^{er} août 1975: pour le contrôle ouvrier, pour l'alliance ouvriers-paysans.

de masse sur des bases petites-bourgeoises, et de permettre au P.« C. »P. de se réinfiltrer dans le mouvement de masse.

Dans son programme, pas un mot n'est dit sur la lutte contre le capitalisme (alors que chacune des organisations formant le F.U.R. parle de révolution socialiste !), aucune mesure ne va dans le sens de la destruction du système capitaliste et de l'armée bourgeoise. Les ennemis désignés, ce sont seulement les fascistes, la sociale-démocratie, l'impérialisme en général. Pas une phrase sur les sociaux-fascistes dont les masses ont fait l'expérience pendant cinq gouvernements consécutifs.

Au contraire : les organisations du F.U.R. parlent des mouvements du Nord, comme de mouvements « anti-

communistes », donc fascistes, et soutiennent la réforme agraire du P.« C. »P., elle qui vise à faire des paysans riches à la campagne et à accentuer la misère et la disparition des paysans pauvres.

Le « gouvernement d'unité révolutionnaire » dont rêve le F.U.R., c'est un gouvernement avec le P.« C. »P., avec les officiers petits bourgeois du M.F.A., un gouvernement qui frappera la classe ouvrière et le peuple. Un dirigeant du P.R.P.-B.R. déclarait il y a peu de temps que le F.U.R. devait travailler à prendre le pouvoir tout de suite : pour eux, il s'agit d'essayer de s'installer entre le P.« C. »P. et les révolutionnaires. Leur rêve, c'est de faire ce qu'ils appellent eux-mêmes « un nouveau 25 avril » ! Ces agents des sociaux-fascistes seront coincés par la lutte révolutionnaire

des masses comme entre le marteau et l'enclume, et broyés.

**

La bourgeoisie portugaise est désormais au début de la banqueroute économique.

L'instrument de sa dictature, l'Etat bourgeois, est disloqué.

La rivalité entre sa fraction fasciste, soutenue par l'impérialisme américain, et sa fraction social-fasciste, liée au social-impérialisme russe, l'emporte actuellement sur leur unité contre-révolutionnaire.

Un puissant mouvement de masse ouvrier, visant l'Etat, se dessine, dont le premier assaut a été la séquestration des députés dans Sao Bento, par les ouvriers du bâtiment.

Cette situation est bonne pour les ouvriers et le peuple portugais.

Leur faiblesse c'est que les C.T. ne sont pas encore en état d'être les organes du pouvoir d'Etat ouvrier, que l'armement du peuple sous direction de la classe ouvrière en est à ses débuts, que les positions révolutionnaires à la campagne progressent lentement.

La tâche des Marxist-Léninistes-Maoïstes, et des sincères révolutionnaires en France, c'est de savoir discerner et soutenir de toutes leurs forces la voie indépendante des ouvriers et du peuple portugais pour la prise du pouvoir d'Etat, contre toute la contre-révolution, qu'elle soit fasciste ou social-fasciste, car seule cette voie peut conduire le peuple portugais à la victoire.

Le mouvement démocratique anti-fasciste

Face aux derniers crimes de Franco, avant la mort de la canaille, une opinion démocratique a cherché sa voie. Une force veut exister, veut entourer les nouveaux révolutionnaires, contre les nouveaux fascistes qui guettent la succession des vieux fascistes moribonds.

Cette force tâtonnante, c'est la *sit-in* devant l'ambassade d'Espagne, c'est la marche des femmes sur Hendaye, c'est le rassemblement de Bayonne.

Les marxistes-léninistes ont œuvré, et œuvrent, pour qu'elle naisse et se consolide.

Nous publions deux documents, deux jalons de leur intervention.

TEXTE ENVOYE A LIBERATION (non publié) par le Comité Marxist-Léniniste « Peuples d'Europe en lutte » après la marche de Bayonne.

HENDAYE (BAYONNE), CE N'EST PAS TOMBE DU CIEL, pas même de ce ciel vide : la prétendue incapacité des « gauchistes » à faire quoi que ce soit.

Hendaye (Bayonne) est un premier bilan : celui des Champs-Élysées le 27 septembre. Ce jour-là, il y a d'un côté la casse, la violence-fuite-en-avant, indifférente au constat réel : le mouvement est faible, le mouvement est loin de sa propre force. De l'autre, le point fixe : le *sit-in* autour du F.R.A.P., mesure nocturne du réel, démocratie véritable. Mais quelques centaines de personnes seulement, et qui pensent : voilà où nous en sommes. Voilà où trois ans de négation « libertaire » et d'union de la gauche insidieuse nous ont menés.

Entre le 27 septembre et le 1^{er} novembre, contre la faiblesse mesurée, ressentie, à l'épreuve du fascisme bien réel, se lèvent de nouvelles pensées, et la plus simple d'entre elles, la plus forte, c'est : existons !

Un mouvement démocratique et révolutionnaire, dans sa force de masse naissante, c'est d'abord ça : la volonté passionnée d'exister, d'exister en politique, contre la bête mourante et renaissante : le fascisme. Franco, cadavre du vieux fascisme, on sait que le nouveau fascisme veut l'embaumer et saisir l'héritage. On sait que dans toute l'Europe, déjà, de nouveaux révolutionnaires sont nés pour interdire et briser la captation fasciste. Exister en masse avec les nouveaux révolutionnaires : ce besoin nous travaille.

Exister en politique, c'est toujours briser les obstacles. Et d'abord ceux qui ont leur vieille et asphyxiante idée de l'existence : les trotskystes, entre autres, toujours véloces à proposer leurs services funèbres aux mouvements démocratiques de masse, dans le temps de leur naissance incertaine.

Contre eux, au nom de l'existence et de l'autonomie, un mot, venu du Portugal : nous sommes « apartidaires ». Ce mot est divisible. Il peut cacher la manipulation, certains trotskystes ne le machouillent-ils pas éloquentement ? Il peut cacher les débris de l'époque nihiliste : fête informe et sinistre, piétinement, Larzac dévalué, Lip exsangue. Mais il veut dire, dans sa clarté de masse : nous voulons exister comme force anti-fasciste et nous balayerons les obstacles dogmatiques et anciens.

La composante « apartidaire » du mouvement, de petits états-majors s'en disputent la naissance obscure.

Les comités de coordination, on ne dira pas qu'ils sont sur la brèche du nouveau. Ils sont gris sur gris les comités, ils ressassent, ils gèrent le poids du passé.

Libération, c'est un peu la démagogie. Sa quotidienneté partout présente en fait l'organisateur, le véhicule des appels et des directives. Du coup, il se déclare l'expression du mouvement, ce qu'il n'est pas. Il trie, *Libé*, il colore ses nouvelles. Son colorant, c'est encore le passé, les temps amers de reculade, ou *Libé* a pris naissance. La part du réel (nouveaux révolutionnaires, nouveau fascisme, nouveau mouvement démocratique) c'est la portion congrue, dans *Libé*.

Pour exister, il faut le large débat politique. Pour le restreindre, les « libertaires » des années révolues enfourchent quelques canassons aux jambes torsées, et d'abord le très mauvais et très académique débat : « Violence, ou pas violence ? ».

La violence, c'est une découverte historique du mouvement révolutionnaire issu de 1968. Mais ce mouvement n'est plus. Il nous faut autre chose, et qui ait son regard sur l'avenir. Cette autre chose, n'en doutons pas, aura sa violence. Débattre là-dessus avant même d'exister, c'est du terrorisme contre cette existence même. Ne valent guère mieux les anars, figés dans une forme immuable des affrontements rêvés.

Le F.R.A.P. même louvoie, alors que là-dessus l'Histoire l'interpelle en première ligne. Se contentant du banal « il faut être offensif », il ne libère pas la parole et la pensée du mouvement.

L'interdiction de la marche par Ponia, figure soudaine de la massivité étatique, dévoile toute les fragilités, et toutes les malversations. Les vieux petits appareils y voient leur chance : dire aux masses, qui veulent exister sur leurs propres forces, que sans les « spécialistes », elles sont foutues. Les trotskystes s'érigent en Agence de Protection des Masses Démunies.

Libération, du coup, disparaît. Plus personne. Là où il fallait pousser à l'auto-défense, la vigoureuse autonomie menaçante et rebelle, c'est l'aplatissement. Nous connaissons ce tour : on vante l'inorganisation, et dès que ça chauffe, que l'ennemi fait donner sa garde, on passe la main aux « spécialistes » réactionnaires. Déjà de 1972 à 1974, on disait « des luttes, des luttes, pas d'organisation ». Mais viennent les présidentielles : on est pour Mitterrand-la-canaille, ça c'est du solide.

La marche est le produit de tout cela. Sa vertu, c'est d'avoir existé. On y est allé tout de même. Quelque chose était là, plus terne dans sa forme que les promesses du fond, fragile, maigre, détrempé, timide. L'obsession « militaire » et les avanies du ciel aidant, le débat est absent, l'impuissance flagrante. Mais, par en-dessous les allures de manif banale, quelque chose se

cherchait, tout au ras de son existence nue.

Ce qu'il faut faire ? Persévérer dans la passion d'existence et d'autonomie. Le débat politique large est la vie même de cette passion.

— Y a-t-il un « mouvement révolutionnaire » en France aujourd'hui ? Qu'en dire, dans sa différence d'avec le mouvement d'après 1968 ? De quoi est-il fait ?

— La succession du fascisme, les nouveaux révolutionnaires, le nouveau fascisme froid. Ses complices, sous le masque « démocratique ». Seule la révolution est démocrate. Une seule succession, la révolution.

— Les peuples d'Europe qui se lèvent. Nos tempêtes à venir. Notre Por-

tugal. Et nos nationalités combattantes : Basques, Corses, Bretons, etc.

Contre l'énigme et la fragilité : la lumière politique. Nous le pensons, donc nous le disons : le maoïsme entre nécessairement dans la composition de cette lumière. Il travaille à l'unité, non à la scission, sa nature est d'élargir la perspective. Il diffuse.

Contre l'impuissance : organiser notre autonomie. Car si nous ne l'organisons pas, d'autres s'en chargeront. Multiplier les feuilles, sur le fascisme, sur la démocratie révolutionnaire de notre temps. Faire un cahier des Comités de quartier. Sortir un, plusieurs numéros de *Libération*.

De tout cela, nous voulons être, un point fixe, un repère.

Comité M.-L. Peuples d'Europe en lutte.



Les femmes dans la lutte anti-fasciste à la frontière espagnole (photo Gamma)

LETTRE D'UNE FEMME DE L'U.C.F.M.L. AU « QUOTIDIEN DES FEMMES » (publiée dans le « Quotidien des Femmes » du 10 octobre).

Si je suis venue, c'est que nous sommes venues, moi et mes camarades, de l'U.C.F.M.L. et des femmes de nombreux endroits, des femmes anti-franquistes. Pourquoi je suis venue, pourquoi nous sommes venues ? Pour sauver les nouveaux révolutionnaires, femmes et hommes, que Franco veut assassiner, parce que contre Franco, la force des femmes s'impose là aussi.

Et pour moi, Hendaye c'était très bien : c'était la première fois que les femmes montraient que tout leur appartient, que notre force s'étend désormais à tout, et que sur toutes les choses, les femmes ont un point de vue à elles, et une force à elles à construire.

Pour moi, femme marxiste-léniniste, c'était aussi la preuve qu'une organisation marxiste-léniniste n'est pas fermée, sectaire, comme les clichés dont on l'affuble, le disent, mais vivante, qu'elle est traversée par les initiatives de tous et des femmes, et que c'est ça une organisation révolutionnaire nouvelle. Parce que pour moi, une organisation nouvelle, c'est celle qui prend en compte les nouvelles forces de la révolution.

Pour moi, Hendaye c'était enthousiasmant : c'était moi, c'était des femmes dans la lutte anti-fasciste. Si j'y suis venue, c'est que l'ennemi était clair : le fascisme de Franco, il faut l'abattre. En tant que femme, j'ai à redoubler mes coups contre le fascisme car il est la pire espèce organisée pour meurtrir les femmes. Et

elles ont raison de compter sur leur mémoire, leur expérience particulière du fascisme pour le détruire : c'est le fascisme qui fait le lit du machisme.

Certaines d'entre nous étaient là, craignant de perdre dans la lutte anti-fasciste leur particularité de femme. Pourtant, cette particularité, elle devenait de plus en plus sensible au fur et à mesure de la journée. Oui, nous avons crié des mots d'ordre comme « Franco assassin », oui, nous avons chanté l'« Internationale », et voulu, certaines, aller jusqu'à affronter les flics. Tout cela s'exprimait en nous, parce que notre révolte de femmes nous portait en avant, parce que c'est une force qui frappe aussi en son nom.

Aller jusqu'à la frontière ? C'était regarder l'ennemi en face, dire qu'il y a un ennemi. Il n'existe pas de jardin pour les esclaves, disait Spartacus. Il y a la frontière, pour nous, qu'il faut abattre.

Voilà avec quoi je suis revenue d'Hendaye : que les femmes sont en force, une force anti-fasciste, qu'il faut la rassembler sur cela, pour cela. Que notre débat, notre pensée du fascisme, il faut l'élaborer ensemble.

Le fascisme c'est la contre-révolution contre la révolution, c'est l'une qui a la peau de l'autre. Nous sommes la révolution.

Nous aurons sa peau.

Une femme de l'U.C.F.M.L.